

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 2212

[C — 2007/00528]

#### 21 MARS 2007. — Loi réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° lieu ouvert : tout lieu non délimité par une enceinte et accessible librement au public;

2° lieu fermé accessible au public : tout bâtiment ou lieu fermé destiné à l'usage du public, où des services peuvent lui être fournis;

3° lieu fermé non accessible au public : tout bâtiment ou lieu fermé destiné uniquement à l'usage des utilisateurs habituels;

4° caméra de surveillance : tout système d'observation fixe ou mobile dont le but est de prévenir, de constater ou de déceler les délits contre les personnes ou les biens ou les nuisances au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale, ou de maintenir l'ordre, et qui, à cet effet, collecte, traite ou sauvegarde des images;

5° responsable du traitement : la personne physique ou morale, l'association de fait ou l'administration publique qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel;

6° la loi du 8 décembre 1992 : la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

#### CHAPITRE II. — Champ d'application et relation avec les autres législations

**Art. 3.** La présente loi est applicable à l'installation et à l'utilisation de caméras de surveillance en vue d'assurer la surveillance et le contrôle dans les lieux visés à l'article 2.

La présente loi n'est toutefois pas applicable à l'installation et à l'utilisation de caméras de surveillance :

réglées par ou en vertu d'une législation particulière;

destinées à garantir, sur le lieu de travail, la sécurité et la santé, la protection des biens de l'entreprise, le contrôle du processus de production et le contrôle du travail du travailleur.

**Art. 4.** La loi du 8 décembre 1992 est applicable sauf dans les cas où la présente loi contient expressément une disposition contraire.

#### CHAPITRE III. — Conditions sous lesquelles l'installation et l'utilisation de caméras sont autorisées

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** La décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert est prise par le responsable du traitement.

§ 2. La décision visée au § 1<sup>er</sup> est prise après qu'ont été réunis l'avis positif du conseil communal de la commune où se situe le lieu et celui du chef de corps de la zone de police où il se situe.

Le deuxième avis atteste qu'une étude de sécurité et d'efficacité a été réalisée et que l'installation est conforme aux principes définis dans la loi du 8 décembre 1992.

§ 3. Le responsable du traitement notifie la décision visée au § 1<sup>er</sup> à la Commission de la protection de la vie privée. Il le fait au plus tard la veille du jour de la mise en service de la ou des caméras de surveillance.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 2212

[C — 2007/00528]

#### 21 MAART 2007. — Wet tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK I. — Definities

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1 niet-besloten plaats : elke plaats die niet door een omsluiting is afgebakend en vrij toegankelijk is voor het publiek;

2° voor het publiek toegankelijke besloten plaats : elk besloten gebouw of elke besloten plaats bestemd voor het gebruik door het publiek waar diensten aan het publiek kunnen worden verstrekt;

3° niet voor het publiek toegankelijke besloten plaats : elk besloten gebouw of elke besloten plaats die uitsluitend bestemd is voor het gebruik door de gewoonlijke gebruikers;

4° bewakingscamera : elk vast of mobiel observatiesysteem dat tot doel heeft misdrijven tegen personen of goederen of overlast in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet te voorkomen, vast te stellen of op te sporen, of de orde te handhaven en dat hiervoor beelden verzamelt, verwerkt of bewaart;

5° verantwoordelijke voor de verwerking : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon, de feitelijke vereniging of het openbaar bestuur die alleen of samen met anderen het doel en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens bepaalt;

6° de wet van 8 december 1992 : de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

#### HOOFDSTUK II. — Toepassingsgebied en verhouding tot andere wetgeving

**Art. 3.** Deze wet is van toepassing op de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's met het oog op bewaking en toezicht in de plaatsen bedoeld in artikel 2.

Deze wet is niet van toepassing op de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's :

geregeld door of krachtens een bijzondere wetgeving;

op de werkplaats met het oog op de veiligheid en de gezondheid, de bescherming van de goederen van de onderneming, de controle van het productieproces en de controle van de arbeid van de werknemer.

**Art. 4.** De wet van 8 december 1992 is van toepassing behalve in die gevallen waar deze wet uitdrukkelijk een andersluidende bepaling bevat.

#### HOOFDSTUK III. — Voorwaarden waaronder de plaatsing en het gebruik van camera's zijn toegestaan

**Art. 5. § 1.** De beslissing tot het plaatsen van een of meer bewakingscamera's in een niet-besloten plaats wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking.

§ 2. De in § 1 bedoelde beslissing wordt genomen nadat de gemeenteraad van de betrokken gemeente en de korpschef van de betrokken politiezone een positief advies hebben gegeven.

Uit het tweede advies moet blijken dat een veiligheids- en doelmatigheidsanalyse werd uitgevoerd en dat de plaatsing beantwoordt aan de in de wet van 8 december 1992 bepaalde beginselen.

§ 3. De verantwoordelijke voor de verwerking deelt de in § 1 bedoelde beslissing mee aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Hij doet dat uiterlijk de dag vóór die waarop de bewakingscamera of -camera's in gebruik worden genomen.

Le Roi définit, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, la forme et le contenu du formulaire standard qui est rempli à cette occasion ainsi que les modalités de transmission de ce formulaire à la Commission de la protection de la vie privée.

Le responsable du traitement appose à l'entrée du lieu ouvert, un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméra. Après avoir pris l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, le Roi détermine le modèle de ce pictogramme et les informations qui doivent y figurer.

Le responsable du traitement s'assure que la ou les caméras de surveillance ne sont pas dirigées spécifiquement vers un lieu pour lequel il ne traite pas lui-même les données, sauf accord exprès du responsable du traitement pour le lieu en question.

§ 4. Le visionnage d'images en temps réel n'est admis que sous le contrôle des autorités compétentes et dans le but de permettre aux services de police d'intervenir immédiatement en cas d'infraction, de dommage ou d'atteinte à l'ordre public et de guider ces services au mieux dans leur intervention.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, dont le projet est soumis pour avis à la Commission de la protection de la vie privée, détermine les conditions auxquelles les personnes susceptibles d'être habilitées à pratiquer le visionnage doivent satisfaire. Il désigne ces personnes, qui agissent sous le contrôle des services de police.

L'enregistrement d'images n'est autorisé que dans le but de réunir la preuve de faits constitutifs d'infraction ou générateurs de dommages, de rechercher et d'identifier l'auteur des faits, un perturbateur, un témoin ou une victime.

Si les images ne peuvent contribuer à faire la preuve d'une infraction ou d'un dommage ou ne peuvent permettre d'identifier un auteur, un perturbateur, un témoin ou une victime, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** La décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu fermé accessible au public est prise par le responsable du traitement.

§ 2. Le responsable du traitement notifie la décision visée au § 1<sup>er</sup> à la Commission de la protection de la vie privée et au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu. Il le fait au plus tard la veille du jour de la mise en service de la ou des caméras de surveillance.

Le Roi définit, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, la forme et le contenu du formulaire standard qui est rempli à cette occasion ainsi que les modalités de transmission de ce formulaire à la Commission de la protection de la vie privée et au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu. Ce formulaire atteste que l'utilisation de la ou des caméras est conforme aux principes définis dans la loi du 8 décembre 1992.

Le responsable du traitement appose à l'entrée du lieu fermé accessible au public, un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméra. Après avoir pris l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, le Roi détermine le modèle de ce pictogramme et les informations qui doivent y figurer.

Le responsable du traitement s'assure que la ou les caméras de surveillance ne sont pas dirigées spécifiquement vers un lieu pour lequel il ne traite pas lui-même les données.

§ 3. Le visionnage d'images en temps réel n'est admis que dans le but de permettre une intervention immédiate en cas d'infraction, de dommage ou d'atteinte à l'ordre public.

L'enregistrement d'images n'est autorisé que dans le but de réunir la preuve de faits constitutifs d'infraction ou générateurs de dommages, de rechercher et d'identifier l'auteur des faits, un perturbateur, un témoin ou une victime.

Si les images ne peuvent contribuer à faire la preuve d'une infraction ou d'un dommage ou ne peuvent permettre d'identifier un auteur, un perturbateur, un témoin ou une victime, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de vorm en de inhoud van het standaardformulier dat bij die gelegenheid moet worden ingevuld, alsook de wijze waarop dit formulier wordt overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De verantwoordelijke voor de verwerking plaatst bij de toegang tot de niet-besloten plaats een pictogram dat aangeeft dat er camerabewaking plaatsvindt. Het model van dat pictogram en de erop te vermelden inlichtingen worden door de Koning bepaald, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De verantwoordelijke voor de verwerking ziet erop toe dat de bewakingscamera of -camera's niet specifiek gericht worden op een plaats waarvoor hij niet zelf de gegevens verwerkt, tenzij hij daarvoor expliciet de toestemming heeft van de verantwoordelijke voor de verwerking van de betrokken plaats.

§ 4. Het bekijken van beelden in real time is uitsluitend toegestaan onder toezicht van de bevoegde overheid opdat de politiediensten onmiddellijk kunnen ingrijpen bij misdrijven, schade of ordeverstoring en in hun optreden optimaal kunnen worden gestuurd.

Een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, waarvan het ontwerp voor advies is voorgelegd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bepaalt de voorwaarden waaronder personen bevoegd kunnen zijn om deze beelden te bekijken en wijst deze personen aan, die handelen onder toezicht van de politiediensten.

Het opnemen van beelden is uitsluitend toegestaan teneinde bewijzen te verzamelen van feiten die een misdrijf opleveren of schade veroorzaken en daders, ordeverstoorders, getuigen of slachtoffers op te sporen en te identificeren.

Indien de beelden geen bijdrage kunnen leveren tot het bewijzen van een misdrijf of van schade of tot het identificeren van een dader, een ordeverstoorder, een getuige of een slachtoffer, worden zij niet langer dan één maand bewaard.

**Art. 6. § 1.** De beslissing tot het plaatsen van een of meer bewakingscamera's in een voor het publiek toegankelijke besloten plaats wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking.

§ 2. De verantwoordelijke voor de verwerking deelt de in § 1 bedoelde beslissing mee aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt. Hij doet dat uiterlijk de dag vóór die waarop de bewakingscamera of -camera's in gebruik worden genomen.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de vorm en de inhoud van het standaardformulier dat bij die gelegenheid moet worden ingevuld, alsook de wijze waarop dit formulier wordt overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt. Dit formulier bevestigt dat het gebruik van de camera of camera's in overeenstemming is met de in de wet van 8 december 1992 bepaalde beginselen.

De verantwoordelijke voor de verwerking plaatst bij de toegang tot de voor het publiek toegankelijke besloten plaats een pictogram dat aangeeft dat er camerabewaking plaatsvindt. Het model van dat pictogram en de erop te vermelden inlichtingen worden door de Koning bepaald, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De verantwoordelijke voor de verwerking ziet erop toe dat de bewakingscamera of -camera's niet specifiek gericht worden op een plaats waarvoor hij niet zelf de gegevens verwerkt.

§ 3. Het bekijken van beelden in real time is uitsluitend toegestaan om onmiddellijk te kunnen ingrijpen bij misdrijven, schade of ordeverstoring.

Het opnemen van beelden is uitsluitend toegestaan teneinde bewijzen te verzamelen van feiten die een misdrijf opleveren of schade veroorzaken en daders, ordeverstoorders, getuigen of slachtoffers op te sporen en te identificeren.

Indien de beelden geen bijdrage kunnen leveren tot het bewijzen van een misdrijf of van schade of tot het identificeren van een dader, een ordeverstoorder, een getuige of een slachtoffer, worden zij niet langer dan één maand bewaard.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** La décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu fermé non accessible au public est prise par le responsable du traitement.

§ 2. Le responsable du traitement notifie la décision visée au § 1<sup>er</sup> à la Commission de la protection de la vie privée et au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu. Il le fait au plus tard la veille du jour de la mise en service de la ou des caméras de surveillance.

Le Roi définit, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, la forme et le contenu du formulaire standard qui est rempli à cette occasion ainsi que les modalités de transmission de ce formulaire à la Commission de la protection de la vie privée et au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu. Ce formulaire atteste que l'utilisation de la ou des caméras est conforme aux principes définis dans la loi du 8 décembre 1992.

La notification à la Commission de la protection de la vie privée et au chef de corps de la zone de police où se situe le lieu ne doit pas être effectuée pour la ou les caméras de surveillance qui sont installées et utilisées par une personne physique à des fins personnelles ou domestiques.

Le responsable du traitement appose à l'entrée du lieu fermé non accessible au public, un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméra. Après avoir pris l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, le Roi détermine le modèle de ce pictogramme et les informations qui doivent y figurer.

Le responsable du traitement s'assure que la ou les caméras de surveillance ne sont pas dirigées spécifiquement vers un lieu pour lequel il ne traite pas lui-même les données. En cas de surveillance d'une entrée privée située à front d'un lieu ouvert ou d'un lieu fermé accessible au public, la ou les caméras de surveillance sont orientées de manière à limiter la prise d'images de ce lieu à son strict minimum.

§ 3. Si les images ne peuvent contribuer à faire la preuve d'une infraction ou d'un dommage ou ne peuvent permettre d'identifier un auteur, un perturbateur, un témoin ou une victime, elles ne peuvent être conservées plus d'un mois.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions communes

**Art. 8.** Toute utilisation cachée de caméras de surveillance est interdite.

Est considérée comme utilisation cachée, toute utilisation de caméras de surveillance qui n'a pas été autorisée au préalable par la personne filmée. Le fait de pénétrer dans un lieu où un pictogramme signale l'existence d'une surveillance par caméra vaut autorisation préalable.

**Art. 9.** Seul le responsable du traitement pour ce qui est des lieux fermés accessibles au public ou des lieux fermés non accessibles au public ou la personne agissant sous son autorité a accès aux images.

Le responsable du traitement ou la personne agissant sous son autorité prend toutes les mesures de précaution nécessaires pour éviter que des personnes non autorisées n'aient accès aux images.

Les personnes qui ont accès aux images sont soumises au devoir de discrétion en ce qui concerne les données personnelles fournies par les images, étant entendu que le responsable du traitement pour ce qui est des lieux fermés accessibles au public ou des lieux fermés non accessibles au public ou la personne agissant sous son autorité :

1° peut transmettre les images aux services de police ou aux autorités judiciaires s'il constate des faits pouvant être constitutifs d'infraction et que les images peuvent contribuer à faire la preuve de ces faits ou à en identifier les auteurs;

2° doit transmettre les images aux services de police si ceux-ci les réclament dans le cadre de leurs missions de police administrative ou judiciaire et si les images concernent l'infraction constatée. S'il s'agit d'un lieu privé, le responsable du traitement ou la personne agissant sous son autorité peut toutefois exiger la production d'un mandat judiciaire dans le cadre d'une information ou d'une instruction.

**Art. 7. § 1.** De beslissing tot het plaatsen van een of meer bewakingscamera's in een voor het publiek niet toegankelijke besloten plaats wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking.

§ 2. De verantwoordelijke voor de verwerking deelt de in § 1 bedoelde beslissing mee aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt. Hij doet dat uiterlijk de dag vóór die waarop de bewakingscamera of -camera's in gebruik worden genomen.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de vorm en de inhoud van het standaardformulier dat bij die gelegenheid moet worden ingevuld alsook de wijze waarop dit formulier wordt overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt. Dit formulier bevestigt dat het gebruik van de camera of camera's in overeenstemming is met de in de wet van 8 december 1992 bepaalde beginselen.

De beslissing hoeft niet te worden meegedeeld aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de korpschef van de politiezone waar die plaats zich bevindt, wanneer de bewakingscamera of -camera's door een natuurlijke persoon worden aangewend voor persoonlijk of huiselijk gebruik.

De verantwoordelijke voor de verwerking plaatst bij de toegang tot de voor het publiek niet toegankelijke besloten plaats een pictogram dat aangeeft dat er camerabewaking plaatsvindt. Het model van dat pictogram en de erop te vermelden inlichtingen worden door de Koning bepaald, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De verantwoordelijke voor de verwerking ziet erop toe dat de bewakingscamera of -camera's niet specifiek gericht worden op een plaats waarvoor hij niet zelf de gegevens verwerkt. In geval van bewaking van een privé-ingang tegenover een niet-besloten plaats of een voor het publiek toegankelijke besloten plaats, worden de bewakingscamera of -camera's zo gericht dat de opnamen op die plaats tot het strikte minimum worden beperkt.

§ 3. Indien de beelden geen bijdrage kunnen leveren tot het bewijzen van een misdrijf of van schade of tot het identificeren van een dader, een ordeverstoorder, een getuige of een slachtoffer, worden zij niet langer dan één maand bewaard.

#### HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

**Art. 8.** Elk heimelijk gebruik van bewakingscamera's is verboden.

Als heimelijk gebruik wordt beschouwd, elk gebruik van bewakingscamera's zonder voorafgaande toestemming van de gefilmde persoon. Het betreden van een plaats waar een pictogram aangeeft dat er camerabewaking plaatsvindt, geldt als voorafgaande toestemming.

**Art. 9.** Uitsluitend de verantwoordelijke voor de verwerking inzake voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen of niet voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen of de persoon die onder zijn gezag handelt, heeft toegang tot de beelden.

De verantwoordelijke voor de verwerking of de persoon die onder zijn gezag handelt, neemt alle nodige voorzorgsmaatregelen teneinde de toegang tot de beelden te beveiligen tegen toegang door onbevoegden.

De personen die toegang hebben tot de beelden, hebben een discretieplicht omtrent de persoonsgegevens die de beelden opleveren, met dien verstande dat de verantwoordelijke voor de verwerking inzake voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen of niet voor het publiek toegankelijke besloten plaatsen of de persoon die onder zijn gezag handelt, de beelden :

1° kan overdragen aan de politiediensten of de gerechtelijke overheden indien hij feiten vaststelt die een misdrijf kunnen vormen en de beelden kunnen bijdragen tot het bewijzen van die feiten en het identificeren van de daders;

2° moet overdragen aan de politiediensten indien zij hierom verzoeken in het kader van hun opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie en de beelden het vastgestelde misdrijf betreffen. Indien het een private plaats betreft, kan de verantwoordelijke voor de verwerking of de persoon die onder zijn gezag handelt, evenwel eisen dat er een gerechtelijk mandaat in het kader van een opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek wordt voorgelegd.

**Art. 10.** Les caméras de surveillance ne peuvent ni fournir des images qui portent atteinte à l'intimité d'une personne, ni viser à recueillir des informations relatives aux opinions philosophiques, religieuses, politiques ou syndicales, à l'origine ethnique ou sociale, à la vie sexuelle ou à l'état de santé.

**Art. 11.** Le recours à certaines applications de la surveillance par caméra peut être interdit ou soumis à des conditions supplémentaires par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, dont le projet est soumis pour avis à la Commission de la protection de la vie privée.

**Art. 12.** Toute personne filmée a un droit d'accès aux images.

Elle adresse à cet effet une demande motivée au responsable du traitement, conformément aux articles 10 et suivants de la loi du 8 décembre 1992.

#### CHAPITRE V. — Dispositions pénales

**Art. 13.** Quiconque enfreint les articles 9 et 10 est puni d'une amende de deux cent cinquante euros à mille euros. Est puni d'une amende identique, quiconque dispose d'une image dont il peut raisonnablement supposer qu'elle a été obtenue en violation des articles 9 et 10.

Quiconque enfreint les articles 5, 6, 7 et 8 est puni d'une amende de vingt-cinq euros à cent euros. Est puni d'une amende identique, quiconque dispose d'une image dont il peut raisonnablement supposer qu'elle a été obtenue en violation de ces mêmes articles.

#### CHAPITRE VI. — Disposition transitoire

**Art. 14.** Les caméras de surveillance installées avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi devront satisfaire aux dispositions de la présente loi au plus tard dans les trois ans de son entrée en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAEEL

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) *Session 2005-2006 :*

Sénat

*Documents.* — 3-1734 - N° 1 : Proposition de loi de MM. Noreilde, Moureaux, Vandenhove et Collas. — 3-1734 - N° 2 : Avis du Conseil d'Etat. — 3-1734 - N° 3 : Avis de la Commission de la protection de la vie privée. — 3-1734 - N° 4 : Amendements. — 3-1734 - N° 5 : Rapport. — 3-1734 - N° 6 : Texte adopté par la commission. — 3-1734 - N° 7 : Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants.

*Annales du Sénat :* 7 décembre 2006.

Chambre des représentants

*Documents.* — Doc 51 2799/001 : Projet transmis par le Sénat. — 002 à 004 : Amendements. — 005 : Rapport. — 006 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Voir aussi :

*Compte rendu intégral :* 1<sup>er</sup> mars 2007.

**Art. 10.** Bewakingscamera's mogen noch beelden opleveren die de intimiteit van een persoon schenden, noch gericht zijn op het inwinnen van informatie over de filosofische, religieuze, politieke, syndicale gezondheid, etnische of sociale origine, het seksuele leven of de gezondheidstoestand.

**Art. 11.** Een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, waarvan het ontwerp voor advies is voorgelegd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, kan het gebruik van bepaalde toepassingen van camerabewaking verbieden of aan bijkomende voorwaarden onderwerpen.

**Art. 12.** Iedere gefilmde persoon heeft een recht van toegang tot de beelden.

Hij richt daartoe een gemotiveerd verzoek aan de verantwoordelijke voor de verwerking conform de artikelen 10 en volgende van de wet van 8 december 1992.

#### HOOFDSTUK V. — Strafbepalingen

**Art. 13.** Overtreding van de artikelen 9 en 10 wordt gestraft met geldboete van tweehonderdvijftig euro tot duizend euro. Met dezelfde geldboete wordt gestraft, hij die de beschikking heeft over een afbeelding waarvan hij redelijkerwijs kan vermoeden dat dit beeld verkregen werd met schending van de artikelen 9 en 10.

Overtreding van de artikelen 5, 6, 7 en 8 wordt gestraft met geldboete van vijftientwintig euro tot honderd euro. Wordt gestraft met dezelfde geldboete, hij die de beschikking heeft over een afbeelding waarvan hij redelijkerwijs kan vermoeden dat dit beeld verkregen werd met schending van deze artikelen.

#### HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepaling

**Art. 14.** Bewakingscamera's geplaatst voor de datum van inwerking-treding van deze wet, dienen uiterlijk drie jaar na haar inwerking-treding aan de bepalingen van deze wet te voldoen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAEEL

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

*Zitting 2005-2006 :*

Senaat

*Stukken.* — 3-1734 - Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heren Noreilde, Moureaux, Vandenhove en Collas. — 3-1734 - Nr. 2 : Advies van de Raad van State. — Nr. 3 : Advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. — 3-1734 - Nr. 4 : Amendementen. — 3-1734 - Nr. 5 : Verslag. — 3-1734 - Nr. 6 : Tekst aangenomen door de commissie. — 3-1734 - Nr. 7 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Handelingen van de Senaat :* 7 december 2006.

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Stukken* — Doc 51 2799/001 : Ontwerp overgezonden door de Senaat. — 002 tot 004 : Amendementen. — 005 : Verslag. — 006 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Zie ook :

*Integraal verslag :* 1 maart 2007.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 2213

[2007/00405]

**21 AVRIL 2007.** — Arrêté royal portant détermination du délai durant lequel les données biométriques, prises dans le cadre de l'article 30bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, doivent être conservées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 30bis, § 2, alinéa 2, introduit par la loi du 27 décembre 2004;

Vu l'avis n° 42.487/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les données biométriques, prises dans le cadre de l'article 30bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, sont conservées durant un délai de 10 ans.

**Art. 2.** Notre ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 2213

[2007/00405]

**21 APRIL 2007.** — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de termijn gedurende welke de biometrische gegevens, die in het kader van artikel 30bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen werden afgenomen, dienen bewaard te worden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 30bis, § 2, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004;

Gelet op het advies nr. 42.487/4 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De biometrische gegevens, die in het kader artikel 30bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen werden afgenomen, worden gedurende een termijn van 10 jaar bewaard.

**Art. 2.** Onze minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 2214

[C - 2007/00522]

**7 MAI 2007.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 2, modifié par les lois des 24 mai 1994 et 12 août 2000;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, modifié par l'arrêté royal du 18 juillet 2001;

Vu l'avis 42.674/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 1995 déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire, le point 4° est remplacé comme suit :

« 4° le demandeur d'asile : l'étranger qui introduit un demande d'asile conformément aux articles 50, 50bis, 50ter ou 51 de la loi du 15 décembre 1980; ».

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 2214

[C - 2007/00522]

**7 MEI 2007.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 24 mei 1994 en 12 augustus 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 juli 2001;

Gelet op het advies 42.674/4 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2007, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 februari 1995 tot vaststelling van de in het wachtregister vermelde informatiegegevens en tot aanwijzing van de overheden die bevoegd zijn om die gegevens in het wachtregister in te voeren, wordt het punt 4° vervangen als volgt :

« 4° de asielzoeker : de vreemdeling die een asielaanvraag indient overeenkomstig de artikelen 50, 50bis, 50ter of 51 van de wet van 15 december 1980; ».